

MARCHE PUBLIC D'ETUDES**REGLEMENT DE LA CONSULTATION
(RC)*****Maître d'ouvrage – Pouvoir adjudicateur***

ÉTAT – Direction départementale des territoires de la Haute-Vienne
22 rue des pénitents blancs
87000 LIMOGES

Représentant du Pouvoir Adjudicateur (RPA)

Monsieur le directeur départemental des territoires de la Haute-Vienne

Objet de la consultation

Missions de diagnostic, avis sur la nature des travaux et de contrôle des locaux après travaux dans le cadre des mesures d'urgence contre le saturnisme et les risques électriques; prévues par l'article L 1134 du code de la santé publique

Remise des offres

Date et heure limites de réception : 3 mars 2025 à 12h00

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

SOMMAIRE

Pages

ARTICLE PREMIER. OBJET DE LA CONSULTATION.....	<u>3</u>
ARTICLE 2. CONDITIONS DE LA CONSULTATION.....	<u>3</u>
2-1. Définition de la procédure.....	<u>3</u>
2-2. Forme de l'accord-cadre.....	<u>3</u>
2-3. Décomposition en tranches et en lots.....	<u>4</u>
2-4. Nature de l'attributaire.....	<u>4</u>
2-5. Variantes.....	<u>4</u>
2-6. Prestations complémentaires ou alternatives.....	<u>4</u>
2-7. Durée de l'accord-cadre.....	<u>4</u>
2-8. Modifications de détail au dossier de consultation.....	<u>4</u>
2-9. Délai de validité des offres.....	<u>4</u>
2-10. Propriété intellectuelle.....	<u>4</u>
ARTICLE 3. DEROULEMENT DE LA CONSULTATION.....	<u>4</u>
3-1. Documents fournis aux candidats.....	<u>5</u>
3-2. Composition de l'offre à remettre par les candidats.....	<u>5</u>
3-3. Documents à fournir par le candidat susceptible d'être retenu.....	<u>5</u>
3-4. Documents à fournir par l'attributaire de l'accord-cadre.....	<u>5</u>
ARTICLE 4. JUGEMENT ET CLASSEMENT DES OFFRES.....	<u>6</u>
ARTICLE 5. CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DE L'OFFRE.....	<u>7</u>
5-1. Offre remise sur support "papier" ou sur support physique électronique.....	<u>7</u>
5-2. Offre remise par échange électronique sur la plate-forme de dématérialisation.....	<u>8</u>
ARTICLE 6. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES.....	<u>8</u>

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

ARTICLE PREMIER. OBJET DE LA CONSULTATION

L'État - Direction départementale des territoires de la Haute-Vienne (DDT87) représenté par Madame la directrice départementale des territoires par intérim organise la présente consultation en vue de désigner un bureau d'études dans le cadre des mesures d'urgence contre le saturnisme, prévues par l'article L 1134 du code de la santé publique, dans le département de la Haute-Vienne.

Les prestations consistent à :

- réaliser des diagnostics
- donner un avis sur la nature des travaux à entreprendre
- contrôler des locaux après travaux,

Les logements ou immeuble concernés par ces diagnostics et contrôles seront communiqués au entrepreneur au fur et à mesure des signalements de cas où des mesures d'urgence contre le saturnisme doivent être prises.

Il n'est pas possible d'estimer le nombre de diagnostics et de contrôles qui seront demandés au titulaire.

ARTICLE 2. CONDITIONS DE LA CONSULTATION

2-1. Définition de la procédure

La présente consultation est lancée selon la procédure adaptée définie à l'article 14 du décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 relatif aux marchés publics.

Il n'est pas prévu de négociations.

2-2. Forme de l'accord-cadre

Marché à prix unitaires

La forme du marché retenue est celle de l'accord-cadre à bon de commande.

Le marché ne comprend pas de montant minimum. Il comprend le montant maximum annuel suivant :

Montant maximum : 30 000 € HT

2-3. Décomposition en tranches et en lots

Sans objet

2-4. Nature de l'attributaire

L'accord-cadre sera conclu :

- soit avec un opérateur unique
- soit avec des entrepreneurs groupés solidaires.

2-5. Variantes

Sans objet

2-6. Prestations complémentaires ou alternatives

Sans objet.

2-7. Durée de l'accord-cadre

La durée d'exécution du marché public est de un an reconductible 2 fois, sur tacite reconduction à compter de la notification de l'accord-cadre.

En cas de non reconduction, le pouvoir adjudicateur notifie sa décision au titulaire avec un préavis de 1 mois avant la date d'échéance.

2-8. Modifications de détail au dossier de consultation

Le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation. Celles-ci doivent être communiquées au plus tard 6 jours avant la date limite fixée pour la remise des offres. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

2-9. Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est de 120 jours. Il court à compter de la date limite fixée pour la remise des offres.

2-10. Propriété intellectuelle

Il est fait application du CCAG prestations intellectuelles (CCAG-PI 2021).

ARTICLE 3. DEROULEMENT DE LA CONSULTATION

Le dossier de consultation est disponible par téléchargement gratuit sur le plate-forme des achats de l'État (PLACE) à l'adresse suivante www.marches-publics.gouv.fr .

Les candidatures et les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française ainsi

que les documents de présentation associés.

Il est rappelé que le ou les signataires doivent être habilités à engager le candidat.

3-1. Documents fournis aux candidats

Le présent dossier de consultation est constitué par :

- Le présent règlement ;
- Les pièces du projet de l'accord-cadre, énumérées à l'article 3-2 ci-après, à compléter ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- Le cadre du bordereau des prix;

3-2. Composition de l'offre à remettre par les candidats

Le dossier à remettre par les candidats sera placé sous enveloppe cachetée. Il comprendra les pièces suivantes :

- Le bordereau des prix : cadre ci-joint à compléter sans modification ;
- un mémoire justificatif portant sur la méthodologie que l'entrepreneur se propose d'adopter pour l'exécution de l'accord-cadre (moyens humains et matériels conformément au cahier des charges) et un exemple de rapport écrit

3-3. Documents à fournir par le candidat susceptible d'être retenu

- Copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire
- Déclaration sur l'honneur du candidat justifiant qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés à l'article 14 du décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 relatif aux marchés publics
- DC1 (lettre de candidature et d'habilitation du mandataire par ses co-traitants) disponible à l'adresse suivante : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>
- DC2 (déclaration du candidat) disponible à l'adresse suivante:
<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>
-
- Copie de la certification selon l'arrêté du 7 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 21 novembre 2006, définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs des DRIPP, CTPP, DSE et CATE dans les immeubles d'habitation et les critères d'accréditation des organismes de certification, en particulier l'article 2-3A

3-4. Documents à fournir par l'attributaire de l'accord-cadre

- Attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant que le candidat a satisfait à ses obligations fiscales et sociales
- Attestation d'assurance professionnelle pour la mission objet de la consultation en cours de validité
- Les pièces prévues aux articles D8222-5 ou D8222-8 et D822-7 du code du travail

ARTICLE 4. JUGEMENT ET CLASSEMENT DES OFFRES

Seuls seront ouverts les plis qui ont été reçus au plus tard à la date et l'heure limites de remise des offres.

Les offres inappropriées ainsi que les offres irrégulières ou inacceptables, au sens de 14 du décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 relatif aux marchés publics seront éliminées. Toutefois, les offres irrégulières peuvent être régularisées si le pouvoir adjudicateur le souhaite et si cette régularisation n'entraîne pas une modification substantielle.

Après classement par ordre décroissant des offres conformément aux critères pondérés définis ci-après, l'offre économiquement la plus avantageuse est choisie par le représentant du pouvoir adjudicateur.

Les critères d'attribution de l'accord-cadre seront pondérés comme suit :

Critère d'attribution	Pondération
Prix des prestations	60,00%
Le mémoire justificatif apprécié au regard de la pertinence des documents explicatifs fournis par l'entrepreneur dont : 1. organisation et réalisation des diagnostics et contrôles 2. fourniture de diagnostics déjà établis 3.	40,00%

Le critère «mémoire justificatif» sera attribué à chaque entreprise selon la répartition suivante :

Organisation et réalisation des diagnostics et contrôles	0 à 7
Fourniture de diagnostics déjà établis	0 à 3
Total : Appréciation du mémoire justificatif	0 à 10

Critère « prix des prestations » :

L'offre la moins-disante est notée à 10. Les autres offres seront notées selon la formule suivante :

$$\frac{10 \times (\text{offre la moins disante})}{\text{offre concernée}}$$

La formule de calcul de la note globale (Ng) sera donc :

$$Ng = (0,4 \times N \text{ mémoire justificatif}) + (0,6 \times N \text{ prix des prestations})$$

Tout rabais ou remise de toute nature qui n'est pas expressément autorisé par le règlement ne sera pas pris en compte.

Tous les prix doivent faire objet d'une valorisation non nuls. Sinon l'offre sera rejetée.

Si le candidat pressenti ne fournit pas les certificats, attestations ou déclarations mentionnés à l'article 14 du décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 relatif aux marchés public, son offre sera rejetée. Dans ce cas, l'élimination du candidat sera prononcée par le représentant du pouvoir

adjudicateur qui présentera la même demande au candidat suivant dans le classement des offres.

Le représentant du pouvoir adjudicateur pourra, à tout moment, ne pas donner suite à la procédure pour des motifs d'intérêt général. Les candidats en seront informés.

ARTICLE 5. CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DE L'OFFRE

Le dossier de consultation est téléchargeable sur le site www.marches-publics.gouv.fr sous la référence **DDT87-SUH-UL-2025-01**

Les offres seront établies en euros et transmises en une seule fois.

Si plusieurs offres sont successivement transmises par un même candidat, seule est ouverte la dernière offre reçue, par voie électronique ou sur support matériel, par le maître de l'ouvrage dans le délai fixé pour la remise des offres. Les autres documents sont retournés au candidat sans être ouverts.

Les candidats appliquent le même mode de transmission à l'ensemble des documents qu'ils adressent au pouvoir adjudicateur.

5-1. Offre remise par échange électronique sur la plate-forme de dématérialisation

Lors de la première utilisation de la plate-forme de dématérialisation (<http://www.marchés-publics.gouv.fr>), le candidat installera les pré-requis techniques et prendra connaissance du manuel d'utilisation.

La remise d'une offre sur la plate-forme de dématérialisation se fera sous la référence publique **DDT87/SUH/UL/25-01**

En outre, cette transmission le sera selon les modalités suivantes :

- L'offre devra parvenir à destination avant la date et l'heure indiquées dans la page de garde du présent règlement ;
- La durée de la transmission de l'offre est fonction du débit de l'accès Internet du candidat et de la taille des documents à transmettre, il est invité à s'assurer que tous les documents sont utiles à la compréhension de son offre ;
- Les dossiers qui seraient remis ou dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limites fixées ci-dessus ne seront pas retenus, ils ne seront pas renvoyés à leurs auteurs ;
- Les documents à fournir, conformément à l'article 3-2 ci-dessus, devront l'être sous forme de fichiers informatiques ;
- Seuls les formats de fichiers informatiques de types pdf, dxf, ppt, doc, xls, sxw, sxc, sxi, sxd, odt, ods, odp, odg seront acceptés, ils ne doivent pas comporter de macros et peuvent être compressés dans des fichiers d'archives au format Zip. Leurs noms devront être suffisamment explicites ;
- Les documents pour lesquels une signature est requise, seront revêtus d'un certificat de signature électronique conformes au référentiel intersectoriel de sécurité et référencés sur une liste établie par le ministre chargé de la réforme de l'Etat. Ceux-ci seront signés électroniquement selon les dispositions de la plate-forme ;

ARTICLE 6. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir au plus tard 10 jours avant la date limite de remise des offres une demande écrite via la plate-forme des achats de l'État (PLACE).

Une réponse sera alors adressée en temps utile à tous les candidats ayant retiré ou reçu le dossier, au plus tard 6 jours avant la date limite de remise des offres.